

Le populisme latino-américain

Par
Adrian Bonilla

et
Alexei Paez

Ce phénomène dure depuis quelques décennies en Amérique latine. Au départ, il fut lié à la crise économique et aux ruptures sociales internes, en particulier au choc supposé entre « tradition » et « modernité » politique. C'est pourquoi le populisme a été la forme dominante de discours et de mobilisation politique en Amérique latine entre les années 30 et 60 du siècle passé. Les traditions sociologiques wébériennes, spécialement exprimées dans les études de Gino Germani [1] et Torcuato di Tella sur le populisme argentin, supposèrent que le populisme disparaîtrait face à l'avancée irréversible de la modernisation dans ces pays.

Origines du populisme en Amérique latine

Le début du XXe siècle marqua la détérioration du modèle agricole primitif d'Amérique latine (basé sur les exportations de céréales, de fruits, de viandes, de sucre et de métaux) et de la forme d'Etat qui y était associée : l'Etat libéral [2] et oligarchique [3]. L'Etat fut utilisé par les élites comme un instrument ; il manquait d'indépendance face à celles-ci et son pouvoir était très limité. La naissance du populisme fut associée à un projet historique : la constitution du modèle d'Etat national populaire aux alentours de la première moitié du XXe siècle, résultat de la crise des années 30 et de la recherche d'options économiques et politiques pour cimenter les diverses classes sociales.

Dans les années 20 et 30, les processus d'intégration au marché mondial entraînent une croissance de l'urbanisation et de l'Etat. De nouveaux groupes sociaux apparaissent, exclus politiquement malgré leurs capacités d'organisation croissantes : ouvriers, artisans, professions libérales. L'expansion de la production et l'entrée en scène de nouvelles classes sociales génèrent des conflits dus à une exclusion par un Etat oligarchique. La « question sociale » et les demandes d'ouverture du système politique et institutionnel deviennent prégnantes. Les partis de la gauche marxiste et les socialismes nationaux émergent à côté des partis libéraux, conservateurs et radicaux laïcs de la fin du XIXe siècle. Mais ces nouveaux partis, pour diverses raisons, ne parviennent pas à capter d'une manière cohérente les dimensions symboliques et les aspirations réelles des populations latino-américaines.

Indubitablement, la transformation des espaces urbains est aussi un phénomène très important. Le paysage physique se transforme ; Buenos Aires est une ville globale dans les années 30. Le développement vertigineux de Mexico et de Rio de Janeiro est l'épitomé de la cité cosmopolite d'alors. Le changement et les nouvelles identités politiques et urbaines génèrent une série de difficultés institutionnelles.

Les « masses populaires » font une irruption menaçante sur la scène latino-américaine des années 20, entraînant la construction de leaderships autoritaires basés discursivement sur l'antagonisme peuple-oligarchie : gouvernements de Getulio Vargas (1930-1945) [4] au Brésil et de Juan Domingo Peron (1946-1976) en Argentine, proclamations de Gaitan (1948) en Colombie, de Haya de la Torre au Pérou et de Velasco Ibarra (1936-1970) en Equateur.

Ainsi, l'Etat national populaire émerge dans les années 30 et 40. Il tente d'intégrer les « masses » dans le processus politique, au moyen de mécanismes verticaux, par des leaderships et des discours chargés de symboles faisant référence au peuple et à la nation, et par la participation active de la rue pour soutenir le processus.

Populisme, Etat et performance

La nation, pour l'Etat populiste, est conçue à partir d'un axe populaire. Un tripode politique se construit entre le patronat national tourné vers le marché interne, les travailleurs organisés et l'Etat. Cette nouvelle articulation sociale et politique tend à un modèle de développement orienté vers le marché national, très différent du précédent modèle.

L'épuisement, les contradictions et les graves problèmes de ce type d'Etat génèrent un vide historique. Un nouveau genre d'articulation au marché mondial apparaît alors en Amérique latine, ainsi qu'une nouvelle distribution interne du pouvoir, typique des années 70. C'est l'établissement de ce que Guillermo O'Donnell [5] appelle l'Etat bureaucratique autoritaire, caractérisé par la répression interne et une nouvelle orientation externe liée aux politiques économiques libérales.

Le populisme, et sa forme spécifique d'Etat, ne parvint pas à résoudre le dilemme des sociétés latino-américaines représentées comme des « républiques sans citoyens », marquées par le racisme et le mépris social, par l'exclusion systématique et par une démocratie réduite à un simple rituel électoral. La perception de l'image du pouvoir n'a pas substantiellement changé dans les 70 dernières années, bien que ses modalités et ses institutions aient évolué. Malgré les régimes autoritaires des années 70, le statu quo est un pont entre les anciens et les nouveaux chefs, entre l'ancien et le nouveau populisme latino-américain.

La pratique discursive dans laquelle s'enracine le populisme produit une série de conduites et d'images faisant appel à la notion de populaire. La performance et l'hyperbole du populisme latino-américain ne sont pas seulement formels ; ils constituent sa substance même, tant en campagne électorale que dans la démagogie des propositions. A en juger par les pratiques de représentation et les images électorales, tous les partis et les candidats, qu'ils soient néolibéraux ou sociaux démocrates, recourent à un moment donné à des pratiques populistes.

L'aspect spectaculaire des pratiques populistes atteint un niveau inégalé en raison de la médiatisation des sociétés actuelles. Les médias génèrent un scénario où la totalité de la communication passe par des représentations et des mises en scène sociales, admises et répandues en permanence. Cela permet à l'image de primer sur les contenus des propositions idéologiques en compétition. Menem en Argentine, Bucaram en Equateur, Chavez au Venezuela sont des exemples emblématiques de leaderships mis en scène.

Cependant, si l'on analyse plus profondément leur discours, il s'avère que tous les populistes n'ont pas une identité homogène ; ils peuvent être de gauche ou de droite mais ce n'est pas le plus important. Le populisme produit un succédané de participation politique, s'exprimant rituellement dans la rue. Il génère le sentiment de pouvoir social, à travers l'image de communauté, comme au Pérou des années 90 de Fujimori, ou comme la sécurité démocratique d'Uribe en Colombie. Ce type de participation met en relief le contraste entre l'idée abstraite de « démocratie » et la réalité de l'injustice ; elle met en évidence et remet en question, bien qu'elle ne réforme pas nécessairement, l'exclusion dont font preuve les sociétés hiérarchisées en classes.

L'image communautaire générée par le populisme est basée sur des idées antagoniques tendant à légitimer des contenus autoritaires. Les iconographies de la lutte entre le « peuple » et l'« oligarchie », « nous » et « les autres », dans un contexte de démocratie insuffisante et inefficace, fertilisent le terrain de la confrontation. Cette confrontation s'est exacerbée en raison des caractéristiques récurrentes du leadership populiste : individualisé, extrêmement concentré, et pouvant faire référence à des images religieuses comme dans le messianisme de Peron et Evita, Menem et Bucaram, Fujimori, Uribe ou Chavez.

L'appareil électoral

C'est pour toutes ces raisons qu'une des caractéristiques principales du populisme contemporain est la prééminence du « mouvement » sur les structures formelles (parti ou syndicats). Des articulations informelles ont une fonction d'appareil électoral le moment venu. Ceci met encore plus en relief le caractère individuel du leadership populiste latino-américain, étant donné que le parti en général sert de simple dispositif électoral pleinement

subordonné au chef qui définit les conduites, les politiques et les stratégies. La base idéologique se dissout dans la vigueur des images générées par le leadership.

L'appareil électoral peut fonctionner autour d'une dynamique d'échanges de telle sorte qu'il fut et qu'il demeure une caractéristique centrale de la politique latino-américaine. Le clientélisme implique une vision pragmatique de la politique, mais à travers des formes culturelles. Il entraîne une dynamique de productions sociales, régionales, ethniques, culturelles, avec de laborieux échanges entre les clientèles, les chefs locaux et le leader.

Lorsque les conditions de l'exclusion ressuscitent, par le déracinement et la concentration de la richesse depuis les années 80, la rhétorique populiste connaît une nouvelle vigueur car elle procure un élément fondamental à la population : un système identitaire reconstruisant le sentiment d'appartenance.

Cependant, la gestion de gouvernement des populismes contemporains est l'autre pendant du populisme classique. La mobilisation sociale se limite au contexte électoral, en tant qu'appareil politique, au contraire du modèle du milieu du XXe siècle où la mobilisation sociale fut un facteur déterminant de la vie politique, assurant la continuité et la survivance même du gouvernement, ainsi qu'en témoigne l'archétype du Péronisme. Le Venezuela chaviste est une exception à cette règle.

Ce constat, joint à celui de l'émergence de « populismes radicaux » perçus comme une nouvelle menace pour les USA en Amérique latine [6], amène à se demander si un nouveau populisme n'est pas en train de naître, exprimant des options politiques différentes de celles qui dominèrent ces 15 dernières années. Ce populisme néoclassique supposerait une récupération partielle du nationalisme latino-américain. Il profiterait du déluge de critiques à l'encontre des politiques économiques impulsées par les organismes financiers internationaux.

Il semble judicieux de faire une dernière remarque : le caractère du processus démocratique en Amérique latine est définitivement différent des modèles d'Europe occidentale, et les institutions globales devraient témoigner de cette particularité. La question d'actualité est comment articuler ces réalités aux processus d'avancée démocratique, de résolution des inégalités, de lutte contre la pauvreté et d'intégration sociale, sans tendre les processus institutionnels jusqu'à un point de non-retour où, dans le pire des scénarios, l'Amérique latine pourrait revenir à des modèles autoritaires, répressifs et d'exclusion.

[1] *Politica y sociedad en una epoca de transicion. De la sociedad tradicional a la sociedad de masas*, Gino GERMANI, Piados, Buenos Aires, 1968.

[2] Par l'articulation spécifique au marché mondial.

[3] Par la concentration du pouvoir dans les mains des élites aristocratiques terriennes et exportatrices.

[4] Dates de l'activité politique de ces leaders.

[5] « *Estado y Alianzas en Argentina, 1956-1976* », in O'DONNELL, Guillermo, *Contrapuntos. Ensayos escogidos sobre autorismo y democratizacion*, Piados Ed., Argentina, 1997.

[6] « *These traditional threats are now complemented by an emerging that best described as radical populism, in which the democratic process is undermined to decrease rather than protect individual rights...* ». Témoignage du général James T. Hill, commandant du commando sud, devant le comité des Services armés de la Chambre des Représentants, 24 mars 2004.

El populismo latinoamericano

Par
Adrian Bonilla

et
Alexei Paez

Efectivamente, este fenómeno lleva ya algunas décadas en América Latina. En un principio fue asociado a la crisis económica y a los quiebres internos de estas sociedades, en particular al choque supuesto entre “tradicionalidad” y “modernidad” política, que explicaban porqué el populismo había sido la forma dominante de discurso y movilización política en la región entre los años treinta y sesenta del siglo pasado. Las tradiciones sociológicas weberianas, especialmente expresadas en los textos de Gino Germani [1] y Torcuato di Tella, quienes estudiaron el populismo argentino, supusieron que este desaparecería como consecuencia del avance de la modernización en esos países, proceso que se pensó era inevitable e irreversible.

Orígenes del populismo en Latinoamérica

A inicios del siglo XX se deterioró el modelo primario agrícola latinoamericano, basado en exportaciones de frutas, cereales, carnes, azúcar y metales, así como la forma de Estado asociada al mismo: el Estado Liberal [2] y Oligárquico [3]. El Estado fue usado por las elites como instrumento, ya que carecía de autonomía frente a estos grupos y su poder era muy limitado. El populismo nació asociado a un proyecto histórico, el de la conformación del modelo de Estado Nacional - Popular alrededor de la primera mitad del siglo XX, resultado de los impactos de la crisis de los treinta y la búsqueda de opciones económicas y políticas para cohesionar a las diversas sociedades.

En los años Veinte y Treinta del siglo XX, los procesos de vinculación al mercado mundial, posibilitan la creciente urbanización y el crecimiento del Estado, aparecen nuevos grupos sociales excluidos de la participación política y con capacidades organizativas crecientes: trabajadores industriales, artesanos, maestros profesionales liberales. Las dinámicas de expansión de la producción y el ingreso de nuevas clases y sectores sociales al escenario se transforman en puntos de conflicto debido a la exclusión existente, resultado del carácter cerrado del Estado oligárquico. La “cuestión social” aparece en escena, y las demandas de ampliación del sistema político e institucional son pan de todos los días. Emergen los partidos de izquierda marxista y socialismos nacionales, que se suman a los liberales, conservadores y radicales laicos de finales del siglo XIX, pero los nuevos partidos, por diversas razones, no logran captar coherentemente las dimensiones simbólicas y los requerimientos reales de las poblaciones latinoamericanas.

Indudablemente, la transformación de los espacios urbanos es también un fenómeno de enorme importancia: el paisaje físico se transforma; Buenos Aires es para los años Treinta una ciudad global. El ritmo vertiginoso de crecimiento de México y Río de Janeiro son la epítome de urbe cosmopolita de esos tiempos, generando al mismo tiempo una serie de dificultades institucionales para dar cuenta del cambio y de la producción de nuevas identidades políticas y ciudadanas.

Las “masas populares” irrumpen amenazantes en el escenario latinoamericano de los años Veinte, y ello supuso la construcción de liderazgos autoritarios, sustentados discursivamente en el antagonismo pueblo - oligarquía, lo que se expresaría en los gobiernos de Getulio Vargas (1930-1945) [4] y Juan Domingo Perón (1946-1976), en Brasil y Argentina respectivamente, o en las proclamas de Gaitán(1948) en Colombia, el aprismo de Haya de la Torre en Perú y el discurso de Velasco Ibarra (1936-1970) en Ecuador.

Así, durante los Treinta y Cuarenta emerge el Estado Nacional - Popular, que intenta la incorporación e inclusión de esas “masas” en el proceso político, mediante mecanismos verticales, con liderazgos y discursos cargados de símbolos que aluden al pueblo y a la

nación, así como con la participación abierta y expresiva de la gente común en las calles, apoyando el proceso.

Populismo, Estado y performance

La nación, para el Estado Populista, es imaginada desde lo "popular" como eje. Un tripode político se construye entre los empresarios "nacionales", orientados al mercado interno, los trabajadores organizados y el Estado. Esta nueva articulación social y política apunta hacia un modelo de crecimiento orientado al mercado nacional, muy diferente del anterior.

El agotamiento, las contradicciones y los graves problemas de este modelo de Estado generan un vacío histórico, en el que en Latinoamérica aparece un nuevo tipo de articulación al mercado mundial, así como una nueva distribución interna del poder, característica desde los años setenta, cuando se instaura lo que Guillermo O'Donnell [5] denomina Estado Burocrático Autoritario, caracterizado por la represión interna y una nueva orientación externa, de mano de las políticas económicas liberales.

El populismo, y su forma específica de Estado, no logró resolver el dilema de las sociedades latinoamericanas, que se ha representado como "repúblicas sin ciudadanos", marcadas, por el racismo y el desprecio social, por la sistemática exclusión y por una democracia reducida al mero ritual electoral, por ello, la imagen del poder no ha variado sustancialmente en los últimos setenta años en las percepciones, aunque sus modalidades e instituciones lo hayan hecho; por ello, a pesar de los regímenes autoritarios de los Setenta, el reto al status quo, traza el puente entre los viejos y nuevos caudillos, el viejo y nuevo populismo latinoamericano.

La práctica discursiva en la que se asienta el populismo produce una serie de conductas e imágenes clasificatorias que interpelan a la idea de lo popular. La performance y la hipérbole del populismo latinoamericano no solo es el vistoso atuendo de la política, sino que se puede leer desde las imágenes como su contenido sustantivo, tanto en la campaña electoral, como en la demagogia de la oferta. Si se juzga por las prácticas de representación y las imágenes electorales, todos los partidos y candidatos en algún momento recurren a prácticas populistas, sean estos neoliberales o socialdemócratas.

Debe de enfatizarse que la espectacularidad dramática de las prácticas populistas cobra un nuevo nivel, a raíz de la orientación mediática de las sociedades actuales. Los instrumentos de comunicación generan un escenario performativo omnipresente, donde la comunicación en su totalidad pasa por representaciones y escenografías sociales, aceptadas y expandidas permanentemente, lo que posibilita que la ingeniería de la imagen prime sobre los contenidos de las propuestas ideológicas que compiten. Menem en Argentina, Bucaram en Ecuador, Chávez en Venezuela son ejemplos emblemáticos de liderazgo escenográfico.

Sin embargo, más profundamente, desde una visión deconstructiva del discurso, no todos los que son performativamente populistas se pertenecen a una identidad homogénea, pueden ser de izquierda, o de derecha, eso no es lo más importante. El proceso político y performativo del populismo produce un sucedáneo de participación política, mediada por los rituales de la calle; la sensación de poder social, por la imagen de comunidad como la del Perú 90 de Fujimori, o la seguridad democrática de Uribe en Colombia. Este tipo de participación termina contrastando la idea abstracta de "democracia" con la realidad de inequidad, evidencia y cuestiona, aunque no necesariamente reforma, la exclusión de sociedades clasistas y jerárquicas.

La imagen comunitaria que el populismo genera, se asienta sobre ideas antagónicas que tienden a legitimar contenidos autoritarios. Iconografías como la lucha entre "pueblo" y "oligarquía", entre "nosotros" y "los otros", en un contexto de democracia insuficiente e ineficiente, fertilizan el terreno para la confrontación. Ello se exagera debido al carácter que frecuentemente acompaña al liderazgo populista: individualizado, extremadamente concentrador, y que puede incluso aludir eventualmente con eficiencia a imágenes religiosas, como se observa en el mesianismo de Perón y Evita, en Menem y Bucaram, en Fujimori, Uribe o Chávez.

Maquinarias electorales

Es por ello que una característica importante del populismo contemporáneo es la preeminencia del "movimiento" sobre las estructuras formales (partido o sindicatos). Se trata de articulaciones informales que se funcionalizan como maquinarias electorales, llegado el momento. Con ello se evidencia aún más el carácter individual del liderazgo populista latinoamericano, ya que el partido en general sirve como mero dispositivo electoral que se subordina plenamente al caudillo, quien a su vez define las conductas, las políticas y las estrategias. El sustento ideológico se disuelve en la fortaleza de las imágenes que el liderazgo genera.

Las maquinarias electorales, pueden funcionar en torno a una dinámica de intercambio de formas que han sido y son características centrales de la política latinoamericana. El clientelismo implica una visión pragmática de la política, pero mediada por formas culturales, por ello, presta piso a una dinámica de producción de identidades sociales, regionales, étnicas, culturales donde existe un afanoso intercambio entre las clientelas, los cuadillos locales y el líder.

Toda vez que las condiciones de la exclusión han resucitado, en medio del desarraigo y concentración de la riqueza desde los Ochenta, la retórica populista cobra nuevo brío, ya que en medio de la anomia proporciona un elemento clave para la población: un sistema identitario que reconstruye la sensación de pertenencia.

Sin embargo, la gestión de gobierno de los populismos contemporáneos se ha caracterizado por ser el otro lado de la medalla de lo propuesto por el populismo clásico. La movilización social se limita a los contextos electorales, como maquinarias políticas, al contrario del modelo de mediados del siglo XX, donde la movilización social fue un factor determinante de la vida política la continuidad y supervivencia misma del gobierno, como puede observarse en el arquetípico caso del Peronismo. La Venezuela chavista es una excepción.

Dada la constatación anterior, así como el emerger de los denominados "populismos radicales", percibidos como una nueva amenaza en para los Estados Unidos en Latinoamérica [6], cabe preguntarse si estará brotando un nuevo populismo, que expresa opciones políticas diferentes a las que dominaron la escena los últimos quince años. Este populismo neoclásico supondría cierta recuperación del histórico nacionalismo latinoamericano, y aprovecharía de la tormenta de críticas a las políticas económicas impulsadas por los organismos financieros internacionales.

Parece interesante realizar una última observación: el carácter del proceso democrático institucional en América Latina es definitivamente diferente de los modelos europeos occidentales, y las instituciones globales deberían dar cuenta de aquella particularidad. La pregunta que queda en pie es cómo articular esas realidades a procesos de profundización democrática, resolución de las inequidades, confrontación de la pobreza e inclusión social, sin tensionar los procesos institucionales hasta un punto sin retorno, con lo que, en el peor escenario, América Latina puede volver a modelos autoritarios, represivos y excluyentes.

[1] GERMANI, Gino, Política y sociedad en una época de transición. De la sociedad tradicional a la sociedad de masas. Piados, Buenos Aires, 1968.

[2] or la articulación específica al mercado mundial

[3] Por la concentración excluyente del poder en las élites aristocráticas terratenientes y exportadoras

[4] Las fechas dan cuenta de la actividad política de esos líderes

[5] O'DONNELL, Guillermo, "Estado y Alianzas en la Argentina, 1956-1976", en O'DONNELL, Guillermo, Contrapuntos. Ensayos escogidos sobre autoritarismo y democratización, Piados eds, Argentina, 1997.

[6] " These traditional threats are now complemented by an emerging threat best described as radical populism, in which the democratic process is undermined to decrease rather than protect individual rights..." Testimonio del Gral James T. Hill, Comandante del Comando Sur ante el comité de Servicios Armados de la Cámara de Representantes, marzo 24, 2004.